



Potere Operaio

Qu'est-ce que le pouvoir ouvrier?

1971

[Ce texte de décembre 1971 est un document pour la formation des cadres de l'organisation Potere Operaio.]

La conception politique, le programme politique que nous représentons, que nous développons, doit être entièrement présent à tous les niveaux de l'organisation de Potere Operaio.

Nous devrions dire que nous sommes ou plutôt que nous représentons le développement et la crise de l'autonomie ouvrière, des luttes dans les usines et des luttes sociales, comme nous les avons vécu ces années en Italie.

A la 3ème conférence de l'organisation (en septembre 1971 à Rome) nous nous sommes définis comme "pouvoir ouvrier: pour le parti, pour l'insurrection, pour le communisme".

Qu'est-ce que cela signifie si l'on ne propose pas cela de manière formelle ou "liturgique", mais si au contraire on prétend à l'actualité de ces slogans ? Autrement dit, qu'est-ce que cela signifie d'expliquer aujourd'hui, en Italie, dans cette situation:

Le parti est à l'ordre du jour, l'insurrection est à l'ordre du jour, le communisme est à l'ordre du jour ?

Potere Operaio existe comme organisation nationale depuis '69, depuis les luttes chez FIAT en '69, depuis la préparation des groupes révolutionnaires à l'action dans les luttes pour les tarifs et contre les accords; mais en réalité, comme hypothèse politique - issue de toute une série d'expériences ("quaderni rossi"; "classe operaia") - P.O. part du début des années 60.

[Quaderni Rossi - les cahiers rouges a été une revue publiée de 1961 à 1965; les gens à l'origine de Potere Operaio ont quitté la revue en 1963 pour publier "Classe Operaia" - Classe Ouvrière.]

Il est utile de s'attarder sur les thèses de départ, afin de voir comment la situation de classe et les tâches, qui en dérivent, se sont modifiées depuis.

"Reconstruction" et défaite de la classe

Au début de notre expérience politique l'Italie était au seuil de la Centro Sinistra, qui présentait une tentative d'initier une phase de réformes, un nouvel élan du développement capitaliste dans le pays.

Dans ces années une réanimation de la lutte de classe paraissait sans doute comme très difficile.

Depuis le début de l'après-guerre, depuis les années de reconstruction, les travailleurs ont subi une

défaite de classe progressive, continue et systématique lors de toutes les années '50, sous la marque de la collaboration aux intérêts nationaux, sous la marque de la participation à la reconstruction, en un mot sous la marque de la collaboration de classe effectuée par le parti communiste et les organisations syndicales.

De l'après-guerre jusqu'au début des années '60, ce sont les travailleurs qui ont tout payé.

La république fondée sur le travail a été formée sur le dos des travailleurs, sur le dos des millions de chômeurs, sur la base de rendements de production violente et massacrate de la classe ouvrière.

Le capital italien arrive au début des années '60 au seuil du miracle économique, justement parce que les travailleurs ont travaillé pendant 15 ans comme des animaux, et cela pour les salaires les plus bas possibles.

En fait il y a toujours eu le "miracle" pour les entrepreneurs; la différence consiste en ce que maintenant - dans la perspective de l'expansion économique - ils sont enjoint à "augmenter la demande intérieure" (c'est-à-dire que les travailleurs aient plus d'argent à dépenser).

Il y a eu dans les années '50 des luttes très dures, mais toutes avaient ce caractère défensif et désespéré.

Les luttes contre les licenciements, pour la terre dans le sud (avec la perspective d'être étranglé plus tard par le développement capitaliste de l'agriculture), contre les restructurations: c'est-à-dire des luttes défensives, donc des défaites; car quand la lutte est défensive cela signifie que les capitalistes ont les initiatives dans leurs mains.

Et les seules réponses à ces luttes ont été le plomb et les matraques de Scelba et Saragat.

Du côté des travailleurs dominait l'importance politique et organisationnelle des luttes contre cela, parce que le parti communiste s'était dans les années de fondation de la république jusqu'en 52/53 préoccupé de dissoudre les organisations armées des communistes dans les usines.

En même temps le syndicat a surveillé et organisé les travailleurs dans les moments clefs du développement - et ainsi la lutte, l'insubordination des travailleurs.

Le syndicat a dans ces années essentiellement renoncé à organiser les travailleurs sur la base de leurs intérêts matériels, leurs intérêts de classe particuliers, qui s'opposent aux intérêts généraux de la société italienne - qui ne sont rien d'autres que les intérêts des capitalistes; intérêts qui sont ennemis, antagonistes aux soi-disantes exigences de la reconstruction, qui n'est de fait rien d'autre que la reconstruction du pouvoir capitaliste et de l'exploitation.

C'est-à-dire que le syndicat s'est évertué dans les années '50 à dissoudre les luttes qui avaient pour but de hausser les coûts du travail en Italie et ainsi de plonger les plans d'exploitation dans une crise.

Programmatique réformiste, Etat planifié

Les années '50 se terminent ainsi avec la défaite consolidée des travailleurs.

Au début des années '60 pourtant il y a des signes d'une renaissance de l'insubordination, un renouveau dur, fort et violent de la capacité de lutte chez les travailleurs.

C'est justement dans ces années que les capitalistes, l'Etat, et les secteurs progressistes du capital lancent un processus réformiste.

De fait ceux qui - dans le ciel de la politique formelle - sont qualifiés de gouvernement de centre-gauche, et dans les plans des capitalistes: "politique de revenu".

C'est-à-dire un Etat où le masque de Scelba disparaît pour passer à l'arrière-plan, pendant que les masques de La Malfa, Giolitti et Lombardi passent au premier plan.

Cette décision politique, de mettre en voie ce processus réformiste, signifie un renouveau des luttes, signifie stimuler un nouvel élan d'une dynamique salariale, en partant du principe que tout cela soit contrôlé, dominé et équilibré, que cette dynamique de lutte, cette force motrice massive, la revendication d'augmentations salariales, de modifications des conditions de travail, fonctionnent comme un développement qui soit un facteur positif dans l'expansion de l'économie capitaliste.

Les capitalistes ont compris dans ces années qu'il est nécessaire d'améliorer dans une certaine mesure les conditions de travail des travailleurs: parce que des travailleurs avec plus d'argent cela signifie l'augmentation de la consommation et la stimulation de la production.

Les capitalistes découvrent la vieille politique de Ford, la "nouvelle" politique de Keynes; FIAT lance la petite voiture démocratique, et l'Etat lui construit des autoroutes, lui amène une infrastructure, afin que ce saut en avant puisse être mené dans le développement capitaliste de l'Italie.

Qu'est-ce qui a pu amener un tel changement politique, le centre gauche et la mise en place d'une expérience réformiste ? Justement les signes alarmants d'une remontée massive de la volonté de lutte des travailleurs, que les capitalistes ont remarqué en Italie.

L'insurrection du prolétariat en juillet '60, les premières grèves sauvages chez FIAT, sont les sonnettes d'alarme pour les capitalistes en Italie.

Et c'est ainsi que la classe politique, la classe capitaliste progressiste en Italie, de changer de jeu et de transposer dans le pays des modèles de développement avancés, précis, qui ont déjà été essayés aux Etats-Unis et au niveau des pays capitalistes avancés au niveau du marché mondial.

C'est une tentative d'aller au devant des initiatives des travailleurs et de préparer l'orchestration politico-culturelle afin que le capital devienne capable de reconnaître et d'interpréter les mouvements de classe; c'est aussi une sorte de "prologue" au réformisme, une sorte de "loi-cadre" du réformisme.

Le patronat le plus moderne et le plus progressiste - le privé comme le public - et le personnel politique du côté capitaliste voyant le plus loin comprennent que pour garder le contrôle sur la force de travail il est nécessaire d'imposer une gestion et une conduite démocratiques des rapports du travail;

de faire participer les travailleurs au plan de développement, de canaliser l'insubordination des travailleurs de telle manière que cela devienne un élément dynamique du système, de dépasser les contradictions et les problèmes d'équilibre par la programmation, les travaux de recherches, le plan,

et par la définition fonctionnelle de l'Etat comme cerveau du capital, et plus seulement comme policier;

dépasser donc cela par la définition fonctionnelle de l'Etat comme régulateur des conflits entre capitaliste et capitaliste et avant tout entre travailleurs et capital.

La classe capitaliste en Italie tente par cette restructuration globale de l'Etat d'empêcher le risque toujours croissant de crises catastrophiques de l'économie capitaliste, de terribles récessions comme on a pu en vivre en 1929. Pour cela il y a besoin d'une nouvelle structure étatique, et c'est le soi-disant Etat-plan démocratique, où ce ne sont pas les instruments de répression mais

les instruments de contrôle, de médiation et de réglementation qui sont mises en avant, où le syndicat apparaît comme appareil de contrôle des travailleurs, le syndicat qui doit être solidement attaché à la table des négociations avec le gouvernement et les planificateurs, qui forment le "toit" c'est-à-dire ce qui, des revendications du côté des travailleurs, est compatible avec le développement capitaliste.

Du côté capitaliste on essaie ainsi au début des années '60 de supprimer ce qui, du point de vue des capitalistes et de la logique d'exploitation est irrationnel, et du point de vue des donneurs de travail un élément anarchique et insoutenable: le développement autonome des luttes de classes.

Pour cela on a non seulement besoin d'une nouvelle structure de l'Etat mais aussi d'une autre classe ouvrière, qui correspond dans ses structures au modèle des travailleurs de l'automobile US, des travailleurs de Détroit; donc une force de travail mobile, qui n'est pas enracinée à son lieu de travail, indistincte, qui n'est pas lié aux valeurs professionnels et qui en aucune manière n'aspire à diriger elle-même la production.

Pour le patronat il s'agit de détruire chaque type d'organisation communiste qui s'est justement formé sur la base du caractère professionnel du travail et de la liaison avec les valeurs professionnelles dans les usines - c'est-à-dire qu'il s'agit de détruire un type de structure de la classe ouvrière, qui vise à la direction, qui avait comme but la direction de l'usine et de la production.

Eu égard à ce processus violent de restructuration capitaliste - qui se propage de manière violente au niveau international et par la suite dans chaque situation respectivement avec toute la misère des cas particuliers, mais toujours avec cette signification portant loin -, eu égard à un ciblage de tel type l'initiative révolutionnaire semble tout d'abord paralysée en ces années.

C'est-à-dire, eu égard une telle offensive générale et une telle expansion capitaliste, que le schéma de la IIIème Internationale - le schéma classique qui se base sur hypothèse de l'écroulement et de la crise de l'économie capitaliste, où l'on pourrait intervenir avec un programme de pouvoir, qui soit capable d'amener à l'hégémonie les classes prolétariennes -amène, pourrait-on dire, "tout le peuple" autour de la classe ouvrière à une crise.

Cette hypothèse - ainsi l'organisation communiste qui réalise la raison du développement contre la crise

capitaliste et qui ainsi en arrive réellement à amener la majorité du prolétariat à l'hégémonie-, cette hypothèse s'est écroulé avec cela.

Les militants communistes, les militants révolutionnaires n'ont plus vu ces années aucune possibilité de compter sur une crise "spontanée" et catastrophique du capitalisme, sur une crise comme il s'en était déroulé en Russie ou en Chine; crise de dimension terrible, qui ont mené jusqu'aux frontières de la guerre impérialiste.

Il semblait qu'on faisait face à un capital tout puissant, imbattable, qui avait la capacité de réparer et d'assainir toute contradiction, à peine était-elle apparue; c'est-à-dire un capital qui était en état de déplacer une contradiction - et il y avait des contradictions violentes -, dès qu'elle apparaissait, à un niveau plus haut, où à chaque fois tout était étranglé, de telle manière qu'on en arrive jamais à une éruption qui aurait pu mettre en danger l'équilibre des rapports de pouvoir.

De l'autre côté apparaissait également la vieille, traditionnelle -d'ailleurs léniniste- thématique de la 3ème Internationale, la thématique de l'organisation communiste, qui prend le drapeau de la lutte politique comme une lutte pour le développement de la démocratie jusqu'à son plus haut niveau, comme un instrument désormais inutile, parce que l'Etat se présentait comme un Etat planifiant et démocratique avec des caractéristiques "socialistes".

Même la lutte contre la propriété, qui pour le prolétariat russe par exemple en 1917 avait été une bannière de lutte fantastique, semblait se défraîchir comme slogan possible, parce que la restructuration capitaliste donnait toujours plus de poids à la "main publique", ainsi le capital public, parce que justement un processus de "socialisation" se frayait la voie dans les pays guides du capitalisme occidental et parce qu'en même temps les travailleurs commençaient à ne plus voir en l'Union Soviétique un espoir, mais un modèle de ce que pourrait être un capitalisme sans maîtres (où la propriété privée avait été abolie mais où les rapports capitalistes comme rapports d'exploitation continuaient à exister -c'est-à-dire un capitalisme où la domination et l'esclavage du travail continuaient à exister).

La lutte contre la propriété privée semblait aussi être un slogan qui s'évaporait et glissait entre les doigts.

Que faire eu égard de cette force apparente du capital, eu égard de ce triomphe apparent du réformisme ?

Le problème de la révolution dans le capitalisme avancé

Dans ces années - où nous avons pu disposer du point de départ du développement général des idées de Potere Operaio - un groupe de camarades s'est occupé en Italie du problème suivant: que signifie la réouverture de la possibilité d'une stratégie révolutionnaire, d'un programme communiste dans un pays du capitalisme avancé ?

Et on a cherché, trouvé et découvert les instruments du marxisme, les instruments qui pouvait rouvrir cette possibilité.

Camarades, le panorama de cette époque, au début des années '60, -le panorama de la pensée théorique d'un côté, de l'initiative politique marxiste à l'ouest de l'autre côté - était désolée.

D'un côté il y avait les réformistes qui jouaient vis-à-vis des idéologies progressistes du capital un rôle subalterne permanent.

L'économie keynésienne, le plan de ce grand stratège du capitalisme, est devenu pour chaque théoricien du réformisme dans la classe ouvrière un horizon progressiste.

De l'autre côté il y avait beaucoup de faiblesses de volontés à l'intérieur du camp marxiste: ils présentaient -pourrait-on dire - une vallée de pleurs, étaient assis et se plaignaient de ce que la classe ouvrière était, selon leur point de vue, intégrée, "parce qu'elle se battait pour de l'argent", parce qu'elle montrait un égoïsme fondamental et était prisonnière des thèmes de lutte matériel, pratique.

LE COMMUNISME EST A L'ORDRE DU JOUR

L'hypothèse de laquelle nous sommes partis et à partir de laquelle nous avons développé l'initiative générale des masses dans les années '60, a été la suivante: nous voulions enquêter pour savoir comment pouvait être rendu efficace cette égoïsme de masse et cette capacité de lutter sur la base de ses propres intérêts matériels - intérêts qui sont placées en opposition aux intérêts généraux de la société; nous voulions enquêter pour savoir comment cette attitude de lutte pouvait être utilisé pour relancer le processus révolutionnaire.

La conception, l'hypothèse politique était la suivante: nous voulions amener l'antagonisme entre travailleurs et patronat à son plus haut niveau, l'antagonisme qui est compris dans le rapport de production, c'est-à-dire à l'intérieur de l'usine, et qui est compris dans le fait que le travailleur essaie constamment et dans chacune des formes de son comportement à refuser le travail; c'est cette sorte d'opposition que nous voulions porter à sa pointe, nous voulions organiser l'insubordination des travailleurs à l'intérieur de l'usine, le refus du commandement du capital: nous voulions organiser la guerre et l'inimitié entre les besoins concrets, matériels, des travailleurs et les fondements et le développement capitaliste et la logique du plan - propagé comme "intérêt général".

On doit ainsi travailler avec l'hypothèse suivante: contre la nouvelle programmation de l'Etat planificateur capitaliste, contre le nouveau niveau de coordination capitaliste sur le plan international, contre cette machine, qui semble être brillante, parfaite et sans point faible, il s'agit de trouver le point faible.

Et ce point faible consiste en ce que le réformisme, que le plan réformiste - comme tout plan réformiste - doit nécessairement s'appuyer sur le consensus de la classe ouvrière.

C'était le point faible, c'est là qu'il faut se battre, et en effet il s'agit que les travailleurs refusent le consensus et l'approbation du réformisme.

Camarades, c'était la découverte de l'autonomie.

L'autonomie ouvrière signifie reconnaître et être conscient que l'histoire globale du capital, l'histoire globale de la société capitaliste est en réalité l'histoire de la classe ouvrière.

L'histoire de la classe ouvrière, les luttes de la classe ouvrière, et cela se laisse prouver - les travailleurs d'usine peuvent le saisir de leurs mains: l'histoire de la technique est en réalité l'histoire du stratagème capitaliste, afin d'enlever aux travailleurs les informations; c'est-à-dire que l'histoire de la technique est l'histoire de la préoccupation permanente des capitalistes pour tirer plus de travail des travailleurs; l'histoire de l'Etat capitaliste est. l'histoire de la tentative du patronat d'exercer un contrôle constant et total sur la force de travail.

L'histoire de la société capitaliste est l'histoire de la domination des prisons existantes, autour du travail vivant, autour de la force de travail, autour des travailleurs dans le but de tirer d'eux du travail.

La lutte des salaires

La thèse était ainsi: contre l'Etat du réformisme et le développement on devait refuser le consensus, rejeter les règles du plan, la médiation des syndicats, écraser la programmation d'une relation raisonnable entre la dynamique du salaire et la dynamique de la productivité, c'est-à-dire dynamiser la variable des salaires, la transformer, d'en relation avec la rationalité de l'exploitation capitaliste, à un élément irrationnel, déraisonnable, c'est-à-dire pousser les coûts du travail si haut que la programmation soit mise en danger.

Par là consistait la découverte de l'autonomie, les luttes pour le salaire, la possibilité d'une offensive de la lutte économique des travailleurs, qui devaient lever l'ancre de ce ? réformisme, du plan et du développement.

Le slogan que nous avons propagé durant toutes les années '60: plus d'argent moins de travail, signifiait justement cela: avec une intention précise et subjective provoquer la crise capitaliste, c'est-à-dire opposer à la stabilité du capital l'irréductibilité des besoins de la classe ouvrière.

Nous avons fait l'expérience suivante: eu égard un capital ayant réduit ses contradictions intérieures à un minimum, nous avons tenté de faire jouer jusqu'au bout la contradiction principale, qui reste insoluble - la contradiction entre travailleur et capital - et d'organiser cette organisation à partir du rapport de production.

Nous avons considéré comme nécessaire de vérifier notre hypothèse qui consiste, en ce qu'elle amène une vague de luttes qui visent des buts économiques et de cette manière définit les conditions de la crise capitaliste, et par là remet en place les conditions classiques pour une initiative au sens enfin révolutionnaire, - c'est-à-dire une initiative dont le but est la prise de pouvoir, la destruction de l'Etat capitaliste et la mise en place du pouvoir ouvrier.

Plus encore: l'autonomie signifie avant tout en arriver par la lutte et dans la lutte à l'unité politique des travailleurs.

D'où la grande signification du slogan "même augmentation pour tous" et les choix égalitaires des buts: la conscience subjective, explicite, et ouverte peut être issue de la reconnaissance de l'antagonisme entre les intérêts de classe des travailleurs et les intérêts du patronat, du fait qu'il est nécessaire de s'organiser de manière permanente non pas seulement contre un patron particulier mais contre tous les patrons et l'Etat comme représentant général des intérêts des patrons.

L'autonomie ouvrière

Sur la base d'une telle conception politique signifie ainsi [manque] de forcer au blocage du développement, et de telle manière qu'il avoue son incapacité à prendre une initiative réformiste, qu'il avoue le blocage de l'initiative politique, qu'il se refuse de suivre les revendications des travailleurs; l'autonomie signifie ainsi d'obliger les patrons et l'Etat à se montrer comme domination, comme violence, déclarée, dirigée contre les travailleurs.

En ce sens la lutte autonome a contribué de manière décisive à former une situation politique où les mystifications du réformisme s'écroulent, à produire des conditions, eu égard à la crise, comme elle l'est - une situation où en effet est opérée une attaque et un appauvrissement, avec une violence ouverte, contre les conditions de vie matérielles de la classe ouvrière et du prolétariat globalement - pour un développement de la conscience de classe au niveau des masses, eu égard au visage ouvert et brutal de la crise, -ainsi pour un développement de la conscience de la nécessité de prendre en charge le pouvoir capitaliste et par là détruire l'esclavage du salariat, du système capitaliste comme système de travail et de marchandises.

C'est ainsi le développement que nous avons parcouru dans les années '60, des luttes chez FIAT en '62 jusqu'à la renaissance des luttes ouvrières, des luttes prolétaires, étudiantes, sociales, qui commença en '68 avec Valdagno, avec les luttes des prolétaires du sud, avec Bartipaglia, et qui mena de fait par les luttes de FIAT en '69 à l'automne chaud.

Nous n'avons pas ici besoin de nous attarder sur chaque période particulière; ce qui doit être ici accentué c'est que le fil rouge de nos conceptions politiques a traversé toutes ces étapes.

Et camarades, en ce sens, nous pensons que cette conception politique était dès de le départ - avec toutes ses limites -un programme communiste.

S'il en est comme Marx l'a dit - dans une phrase qui nous plaît beaucoup et qui était le slogan de notre Illème conférence de l'organisation: "nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant" - alors nous pensons que notre programme ("notre" compris comme groupe qui s'est intéressé à cela, mais avant tout comme manifeste politique de masse des luttes ouvrières) a été de fait un programme communiste.

Et nous pensons que les contenus explicites des luttes ouvrières des années '60, dans cette expérience de l'autonomie, contenaient une hypothèse, un programme, qui contenait une programmatique, un manifeste politique communiste.

Si l'on comprend en fait avec Marx le communisme comme destruction du salariat, la destruction de la nécessité de travailler afin de pouvoir vivre, alors l'actualité du communisme signifie trouver cette revendication, dans l'attitude des ouvriers et des prolétaires, dans la lutte contre le travail, qui a été caractéristique des luttes dans les usines et les luttes sociales des années '60 en Italie.

Et cela, camarades, signifie l'actualité du communisme.

Nous pensons que le système capitaliste que le système capitaliste au niveau actuel est avant tout une machine infernale de "fabrication du travail"; c'est-à-dire qu'il est travaillé pour fabriquer la nécessité du travail, car à son stade le plus haut le capitalisme devient vraiment une obligation de travailler, pure domination, pur commandement sur le travail, pure contrôle de la force de travail.

Et c'est pourquoi, camarades, que nous avons caractérisé le combat contre le travail, le refus du travail, comme programme communiste, qui s'est articulé par une série de programmes particuliers, concrets, dans les luttes ouvrières des années '60.

La lutte contre la cogestion, contre la tentative de faire participer les travailleurs à la responsabilité de l'exploitation, la lutte contre les cadences, contre la mystification capitaliste des valeurs différentes du travail (qui contribue en réalité à diviser les travailleurs), la lutte contre la liaison salaire-productivité: tout cela, cela a été des contenus révolutionnaires fantastiques des luttes, qui ont eu en outre un bilan positif: de là il nous était possible de dire à la fin de l'automne chaud en '69 que l'hypothèse que nous avons formé s'est vérifiée pour une grande partie.

Le parti est à l'ordre du jour

Car les travailleurs en sont en pratique arrivés par les luttes à la grande unité en tant que classe; des luttes tarifaires est issue une série d'avant-gardes politiques, créés dans les usines, et une série de noyaux organisationnels, d'éléments significatifs d'une organisation révolutionnaire.

Aussi pouvons-nous dire que les travailleurs ont dans cette période, cette vague, dans ce grand cycle de luttes, développé une conscience générale; nous pouvons dire qu'il s'est articulé un besoin des travailleurs du parti et de la révolution et qu'en même temps la crise capitaliste a été provoqué et défini par l'attaque des travailleurs.

Mais c'est justement pour cela qu'il était notre intention, partant d'une telle vérification, depuis la fin de l'automne chaud, pourrait-on dire, et toujours plus précisément et clairement pendant toute l'année 1970 et après dans les mois et années passés, d'entreprendre un tournant radical dans notre travail, notre style de travail, et dans nos conceptions politiques.

Un tournant radical qui était selon nous nécessaire et l'est d'autant plus aujourd'hui, parce que le développement des rapports de classe en Italie confirme cette nécessité, et nous pensons que c'est justement par cette capacité, cette nécessité d'exprimer la discontinuité, le saut, le forcing, la requalification et le renouvellement de la pensée qui témoigne de l'avant-garde.

Cela signifie aussi qu'il faut passer à travers les périodes d'isolement et d'opposition politique à l'intérieur du mouvement; mais ce qui compte, c'est que l'isolement nous acceptons est un isolement positif, pas l'isolement de l'arrière-garde, mais dans tous les cas l'isolement de ceux qui prennent les décisions auxquelles tout le mouvement souscrita plus tard.

Si la crise capitaliste est donnée, et eu égard à l'accélération de la crise (inflation, attaque des salaires réels, attaque contre l'emploi, violence ouverte contre l'avant-garde des luttes et contre les noyaux des organisations révolutionnaires, début d'une répression par la justice - tout le cadre politique qui s'est développé en Italie depuis l'été 1970, avec la loi de stabilisation, "decretone"), eu égard à la crise, Potere Operaio présente une sorte de conception politique: à savoir la conception de la nécessité du passage de l'autonomie à l'organisation, de la lutte au niveau économique-revendicatif à la lutte politique ouverte au niveau du pouvoir.

Et nous pensons que cette conception se produit obligatoirement de la nature, des caractéristiques et du matériel de la crise; c'est-à-dire des volontés - dans la crise - du point de vue travailleur, de continuer l'offensive.

Nous devons ici dire ce que nous entendons par crise capitaliste, Beaucoup de camarades - également à l'intérieur du mouvement, également chez les "gauches de classe"- contestent le fait que la situation présente se démontre comme crise du capitalisme; mais ils contestent cela parce qu'ils ont une conception littéraire de la crise et tirent à eux constamment les vieux schémas qu'ils

ont dans le crâne pour comparer; et ils remettent en cause la nouvelle qualité de la crise en tant que crise provoquée par les travailleurs et se présentent toujours une répétition de 1929, une crise catastrophique, et espionnent les tableaux des journaux économiques comme "monde economico" et "sole 24 ore", afin de reconnaître dans l'objectivité de la texture de la production italienne quels sont les secteurs touchés par la crise, la branche textile ou la branche plastique.

Ils constatent si la crise touche la superstructure ou la base; tout cela est intéressant, il y a des choses extrêmement utiles, mais secondaire par rapport au noyau de la discussion politique en cours.

Ces camarades, qui forment peut-être la majorité des organisations des gauches de classe, regardent la crise en fait comme une difficulté financière, comme une banqueroute; nous leur opposons la conception de crise comme blocage de l'initiative capitaliste.

La crise signifie la nécessité à laquelle le capital est attaché, et en même temps les vœux politiques du côté capitaliste, d'arrêter, de bloquer le développement, de faire payer la note, afin de regagner le contrôle et la domination sur la classe ouvrière et l'ensemble de la société, pour mettre en avant un processus de "normalisation" sociale; la crise est ainsi la nécessité et la volonté politique de bloquer le développement et ainsi de bloquer le réformisme comme possibilité de satisfaire les exigences des travailleurs.

Ainsi, camarades, en ce sens, nous disons de manière ouverte - et justement nous qui sommes issus des lûtes de classe et des luttes dans les usines, c'est pourquoi nous nous appelons Potere Operaio (pouvoir ouvrier) - que la crise est inévitablement la crise des luttes d'usine, la crise de l'autonomie ouvrière, la crise de la spontanéité des luttes des travailleurs; justement parce que la crise est le contre-coup spécifique utilisée par l'ennemi, justement parce qu'elle est la réponse spécifique à la conception révolutionnaire que nous mettons en avant, justement parce qu'elle présente la possibilité, cette arme fantastique que nous avons découvertes dans les années de développement - à savoir la lute offensive qui a donné tant de soucis aux boss et leur a causé tant de dégâts -cette arme fantastique contre le développement de briser la pointe, vider son contenu et la rendre inutilisable.

Les tâches des communistes durant la crise

Le contenu essentiel de la crise est l'intention politique du côté des capitalistes, qui parcourt toutes les liaisons de l'appareil d'Etat, de forcer à la défensive les luttes des travailleurs et de dresser leur spontanéité.

Si l'attaque des capitalistes et le chantage à l'emploi réduisent la spontanéité des travailleurs à une demande et une réclamation de travail, s'ils réduisent la lutte des travailleurs à la demande d'être exploité et au maintien d'un poste d'exploité, parce que les capitalistes font une offensive sur ce terrain, le terrain se déplace totalement ou on en arrive à la défaite de la classe.

Si le capitaliste est prêt à renoncer à l'expansion et au développement, c'est-à-dire s'ils ne placent plus au premier rang les arguments de productivité et de développement de la production, mais réclament le contrôle, c'est-à-dire la reconquête des conditions générales de domination, leur remise en place, justement parce qu'il prend subjectivement sur ses épaules la crise à laquelle les travailleurs l'ont forcé et l'utilise comme arme quand lui, le capitaliste, bloque la production, laisse par terre les commandes, envoie les travailleurs à la caisse de la grève, les vire ou ferme l'usine -

après, contre cette sorte de contre-attaque, le salaire devient un moyen de chantage et une arme, et en liaison avec nos forces, une arme émoussée; les buts de l'autonomie n'ont plus de fonction (tu n'as qu'à tenter d'aller devant les portes des usines afin de proposer ce qui a été le contenu du grand mouvement autonome de 68/69, sans en même temps une échappatoire politique et de nouveaux instruments de lutte; votre proposition "n'aboutira" pas et ne donnera pas aux travailleurs prêts à la lutte de direction).

Il ne s'agit pas ici, comme certains le pensent, de se donner de meilleurs buts: nous sommes d'avis que les buts des luttes autonomes des années 68/69 ont été des buts grandioses, afin d'en arriver à l'unité de la classe et d'attaquer les capitalistes.

Mais il ne s'agit pas de cela, le problème est beaucoup plus, que le rapport de force entre capitalistes et travailleurs est plus mauvais. Le problème est que les luttes d'usines ne sont plus menées à partir de la position d'attaques; ici c'est l'initiative organisationnel qui gagne à nouveau en signification.

Appropriation et prix politique

Le problème "que faire?" est pour cela la question, comment maintenir l'offensive, et empêcher les capitalistes

de reprendre l'initiative: c'est le pivot de la conception globale de Potere Operaio.

En cela nous sommes polémiques avec tous les théoriciens de la continuité, vis-à-vis de tous les camarades qui pensent que le processus révolutionnaire est une sorte d'autoroute rectiligne.

Nous essayons, maintenant, de présenter notre conception de ce problème, et nous pensons que c'est une tâche vis-à-vis du mouvement de classe révolutionnaire global.

Nous avons récemment, par exemple dans la polémique avec II manifeste, expliqué pourquoi nous considérons la théorie de la continuité comme une grande erreur: il nous semble que les camarades qui mettent en avant cela n'ont pas compris dans les années '60 le rapport entre autonomie et développement, ils ont mis trop de temps pour comprendre - et ils ont compris seulement maintenant, c'est-à-dire en retard - que pendant la période de développement la spontanéité ouvrière, la lutte économique des travailleurs pour leurs propres intérêts matériels était un facteur subversif et révolutionnaire particulier; et aujourd'hui ils comprennent aussi peu les nouvelles tâches qui sont issues de la crise: le niveau stratégique de la lutte.

Ils ne comprennent pas que l'on doit faire attention dans la crise aux faits suivants: la lutte d'usine en tant que telle, la lutte revendicative, ne creuse plus la tombe des capitalistes.

Nous pensons ainsi que cela est de signification, lorsque nous disons aujourd'hui ce que nous disons, et que nous obtenons par là de nouvelles expériences de lutte et mettons à l'essai la praticabilité des nouvelles conceptions; nous pensons que - si la tâche des révolutionnaires consistait dans la période du développement capitaliste à mettre en avant l'autonomie, d'organiser les luttes, les grèves, l'absentéisme de certains secteurs, les comités de base - tout cela doit consciemment être continué et fait aujourd'hui, là où c'est possible; mais aujourd'hui dans la crise il s'agit aussi d'imposer et de rendre réel, dans le tempo qu'impose la crise, un saut de la lutte politique, de la lutte révolutionnaire à un autre niveau.

L'insurrection est à l'ordre du jour

Si nous avons proposé contre l'Etat planificateur, l'Etat du réformisme, et le développement des luttes dures et le but du salaire comme arme, aujourd'hui, contre l'Etat de la crise, contre l'Etat qui écrase les avant-gardes révolutionnaires, contre l'Etat qui est en réalité la liberté de la violence capitaliste, c'est l'arme adéquate de l'organisation comme parti, l'organisation du processus insurrectionnel et ainsi l'actualité du slogan que nous propageons: "le parti de l'insurrection".

Si nous avons proposé contre les capitalistes la lutte dure, l'autonomie contre le développement, aujourd'hui nous proposons contre l'Etat le parti et contre la crise le processus insurrectionnel.

Nous pensons qu'il se pose pour les forces révolutionnaire le dilemme classique, traditionnel : défaite de classe ou révolution. Nous pensons en fait qu'il n'est pas possible de se présenter une situation dans le futur où les initiatives des capitalistes et des travailleurs stagnent pour longtemps. Cela ne sera pas ainsi.

Où les réformes viennent, les restructurations - c'est-à-dire la défaite de la classe ouvrière - ou un processus à long terme de lutte armée sera mis en voie, ou nous commençons à nous bouger en direction, en marche vers l'insurrection.

Nous pensons que ces conceptions mènent avant tout à une nouvelle praxis de masse, qui doit être proposé au mouvement pour les luttes futures: c'est pourquoi nous parlons de termes.

Nous pensons en effet que nous devons partir de notre but de 68/69 à savoir l'unité des travailleurs dans la lutte sur la base d'un filet de buts.

Au lieu de cela nous devons poser comme but l'unité de tous les prolétaires, c'est-à-dire des travailleurs d'usines comme des chômeurs et des prolétaires du sud, c'est-à-dire l'unité de cette figure prolétaire complexe, que nous nommons les travailleurs de masse (operaio-massa).

Nous pensons qu'un programme pour l'unité de tous les prolétaires aujourd'hui sur la base d'un affrontement avec le pouvoir est possible.

L'insurrection

Ce terrain, nous l'appelons "salaire politique" - un terme pas forcément immédiatement saisissable, mais cela n'est pas l'important : lorsque nous parlons de "prix politique", nous parlons en fonction de la capacité des prolétaires de se libérer du chantage au travail, de leur pouvoir de ne plus se battre pour le travail.

La salaire politique, pour nous, c'est pour nous tout un éventail d'initiatives que l'on peut mettre en avant; cela signifie par exemple l'organisation des révoltes et de la violence des prolétaires dans, le sud dans les luttes pour le salaire garanti; cela signifie l'organisation de la lutte et de la violence des chômeurs dans les grandes villes également avec le but du salaire garanti; cela signifie l'organisation d'une praxis d'appropriation de la richesse sociale, dans la mesure où l'on développe la capacité à s'enfuir du chantage au travail, afin d'avoir la possibilité et la liberté de ne plus s'écorcher au-dessus des masses pour pouvoir s'imposer.

Une telle orientation, que nous nommons salaire politique et qui peut s'articuler dans le sud justement dans l'organisation des moments de violence avec le but des salaires garanties, et dans

l'organisation de la praxis d'appropriation dans les métropoles du nord et dans les usines, a comme sens d'exprimer le refus de la lutte défensive.

Une lutte non pas pour le travail mais pour le salaire, pour le salaire produit par le travail, signifie un refus de la participation de la part des prolétaires.

Cela signifie cette fois que les travailleurs refusent la participation au développement des capitalistes, comme ils ont refusé en 68/70 la participation au développement des capitalistes, comme ils ont refusé la liaison entre salaire et productivité et le slogan capitaliste "plus d'argent oui, mais plus de travail!", ce slogan où en conséquence la productivité et la "montagne du salaire" sont liées et grandissent dans la même mesure.

La lutte contre le travail et l'autonomie dans les usines visèrent pour briser cette liaison, pour réclamer plus d'argent en fonction de ses besoins et non pas en fonction des exigences de productivité du capital.

Aujourd'hui, eu égard à la crise, eu égard l'attaque contre l'emploi, il s'agit d'en arriver à la coupure entre travail et salaire, d'imposer une lutte général pour le salaire et de commencer avec une pratique de l'appropriation, la réappropriation de la richesse sociale que les travailleurs ont produit, et cela est valable pour ceux qui travaillent comme pour ceux que le travail a condamné à ne pas travailler.

Le programme de l'appropriation signifie reprendre à soi la richesse extorquée; et il y a toute une série de terrains de lutte - les moyens de transports, les appartements, les cantines (les supermarchés, mais moins en ce moment)-, où les prolétaires ont déjà pris des initiatives, afin de se donner la possibilité et le pouvoir de moins travailler et de ne plus avoir à accepter tout chantage capitaliste qui apparaît sous la forme de crise.

Et en même temps la réappropriation signifie, s'approprier dans l'usine les propres buts, et cela sans négociation ni délai. Cela, camarades, est la nouvelle praxis de masse contre la crise, il s'agit de montrer l'exemplarité de ces conceptions, de faire des expériences, de les résumer, et cela non pas dans une continuité indéfinie d'épisodes de luttes, qui s'ajoutent jour après jour, mais en corrélation avec un délai défini, organisé et décidé centralement, où se laisse vérifier la capacité à l'organisation, par exemple la capacité de se mouvoir au niveau national.

Cela comprend aussi une nouvelle praxis de l'action organisée, un nouveau style d'organisation; car en ce domaine il ne s'agit pas de stimuler le comportement spontané des travailleurs dans les points essentiels, mais d'être capable, en tant qu'organisation, à engager et faire bouger les luttes des masses vers le but de l'insurrection.

C'est ce que nous voulons dire par "agir en tant que parti, se comporter comme parti": choisir le terrain de lutte d'un parti révolutionnaire, même si aujourd'hui nous ne considérons pas, avec le niveau d'organisation présent, comme le parti révolutionnaire, car nous savons que le passage organisationnel au parti ne peut être décidé - sur la base d'une période de luttes significatives dans les conditions de la crise - que par celui se révélant capable d'unir le patrimoine violent de cadres politiques et de militants, qui se sont formés ces dernières années, sur ce nouveau, encore plus développé, terrain de lutte.

Agir comme parti signifie devenir initiative sur ce terrain.

A ce point, nous ne considérons pas et ne nous définissons pas comme parti, parce que nous sommes d'avis que la qualité spécifique du parti repose dans le fait d'être dans la situation, non seulement d'initier le processus d'insurrection, de se bouger en direction de l'insurrection, mais de disputer le pouvoir directement et de manière décisive.

Cela ne veut pas dire que nous ne choisissons pas ce terrain de lutte comme terrain de lutte qualitatif, où nous pouvons bouger.

La thématique suivante doit pour cela, selon notre conviction, passer dans le mouvement: si le salaire et la lutte dure était le slogan dans la période de l'autonomie, aujourd'hui le salaire politique et la lutte pour le pouvoir (et ainsi le processus insurrectionnel et la lutte armée - une lutte de longue durée, qui est pourtant initié et rendu possible et vers laquelle doit être dirigé le mouvement) doivent être présenté au mouvement comme slogan.

Un slogan qui n'est pas l'expression d'une ligne, mais qui est porté par la capacité de poser systématiquement des délais, d'organiser des moments d'affrontements et de ruptures, qui font avancer le mouvement.

Nous prenons un exemple parmi beaucoup. Imaginez-vous, camarades, ce que signifie avoir la capacité de passer des occupations de maisons massives, générales, à une défense générale des quartiers prolétariens, à une défense militaire contre l'attaque de la police.

Imaginez-vous ce qu'est d'en arriver d'explosions sociales, de révoltes prolétaires, comme on en vit chaque jour dans le sud, à une capacité de coordination et ainsi à une violence de masse, qui ne serait pas spontanée, mais présumée, constituée, dirigée, et organisée.

Saisissez ce que cela signifie organisationnellement.

Nous pensons que le mouvement global doit être intégré à un tel processus, à de tels délais, et que pour cela, parce que les autres groupes sont si loin derrière, à cause de la rapidité que pose la situation nous devons présenter et développer une capacité globale pour donner l'exemple. Sinon, camarades, la discussion sur le parti est un bla-bla vide, de construction de l'organisation pierre sur pierre.

La spécificité du parti, les tâches de l'organisation révolutionnaire est la lutte contre l'Etat. La différence entre l'organisation de parti révolutionnaire des ouvriers et prolétaires et une organisation générale du mouvement dans les luttes ne repose évidemment pas dans le fait d'avoir un fanion de plus sur la "carte du pays", mais repose essentiellement dans la capacité de prendre en charge les tâches effectives qui se posent au mouvement.

La théorie qui doit nous servir comme échelle de valeur, le slogan que nous voulons propager, est l'offensive, il est tout naturel qu'à l'intérieur d'un mouvement révolutionnaire dans les périodes de crise et de contre-attaque du côté des travailleurs il apparaisse des positions que nous qualifions sans hésiter d'attentisme et d'opportunisme.

Beaucoup de camarades pensent qu'il faut reculer et défendre le niveau d'organisation acquis lorsque les capitalistes, l'Etat, attaquent.

Nous pensons que cela n'est pas juste; nous pensons qu'aucune organisation se disant

révolutionnaire, en tant que telle, en tant qu'organisation révolutionnaire, pourrait survivre avec un minimum de crédibilité, après avoir échoué dans cette situation, à l'essai de ses capacités, sur le terrain du pouvoir, sur le terrain de l'affrontement avec l'Etat de la crise, après avoir essayé des formes de luttes significatives.

Tout cela est encore un projet, mais nous pensons que ce genre d'expériences doit être fait; qu'il ne s'agit pas dans cette période de reculer mais qu'il est largement plus nécessaire de mettre en place des propres capacités organisationnelles dans le cadre d'une telle orientation politique, pour de telles tâches de l'avant-garde et pour en arriver à un délai significatif de l'affrontement, où cela ne serait pas un exemple plat mais un point de référence d'avant-garde pour tout le mouvement général.